



Présidentielle 2025 au Cameroun : Paul Biya réélu pour un huitième mandat

Le Conseil constitutionnel camerounais a proclamé, lundi 27 octobre, la victoire du président sortant Paul Biya, 92 ans, à l'élection présidentielle. Au pouvoir depuis 1982, le chef de l'État entame ainsi un huitième mandat, après avoir obtenu 53,66 % des suffrages, contre 35,19 % pour son principal adversaire, Issa Tchiroma Bakary.



Un scrutin décisif pour un pays en quête de renouveau

Le 12 octobre 2025, plus de huit millions de Camerounais se sont rendus aux urnes pour élire leur prochain président. Parmi les candidats, Paul Biya, à la tête du pays depuis quarante-trois ans, brigue un huitième mandat consécutif.

Le climat préélectoral est déjà marqué par la controverse, d'autant que l'opposant Maurice Kamto, figure majeure du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, a vu sa candidature rejetée par l'organe électoral ELECAM, décision qui a été confirmée par le Conseil constitutionnel début août.

Ce rejet a déclenché tensions et manifestations parmi ses partisans, alimentant un sentiment de défiance envers le processus électoral, régulièrement accusé de manque de transparence.

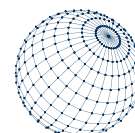
Ces élections marquent un moment décisif pour le pays, où les défis sécuritaires s'accroissent. Dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les séparatistes armés menacent d'empêcher le vote. L'insurrection de Boko Haram se poursuit dans l'Extrême-Nord, tandis qu'à l'Est, l'instabilité causée par des rebelles venus de Centrafrique provoque un afflux de réfugiés.



Sur le plan économique, les inégalités ne cessent de se creuser, avec près de 38 % des Camerounais vivant sous le seuil de pauvreté, et un quart de la population survivant avec moins de deux dollars par jour. Ainsi, malgré l'augmentation globale de la richesse nationale avec une croissance du PIB de 3.5 % en 2024, la richesse par habitant a reculé ces dernières décennies.

Dans un pays où 70 % des habitants ont moins de 35 ans, la jeunesse, confrontée au chômage et au manque de perspectives, attend des réponses concrètes. Pourtant, la campagne reste dominée par des figures politiques peu attentives aux priorités d'une génération en quête de changement. L'abstention des jeunes risque une nouvelle fois de peser lourd dans le scrutin.

Entre promesse de stabilité et appel au renouveau, la présidentielle de 2025 s'annonce comme un test majeur pour la démocratie camerounaise, et un tournant possible dans l'histoire politique du pays.



La rue s'embrase : entre colère du peuple et répression

A la suite du scrutin du 12 octobre, Issa Tchiroma, ancien ministre et principal opposant du président sortant Paul Biya, s'est autoproclamé vainqueur. Se basant sur des résultats représentant 80% de l'électorat, il a affirmé avoir obtenu 54,8 % des voix contre 31,3 % pour le chef de l'État. Il a ensuite appelé le peuple camerounais à manifester si le Conseil constitutionnel venait à proclamer des « résultats falsifiés et tronqués ».

Ces propos ont immédiatement enflammé la rue, et dans plusieurs villes, des milliers de Camerounais sont descendus manifester pour contester une éventuelle réélection de Paul Biya. Dans certaines localités, les rassemblements ont dégénéré, provoquant des affrontements avec les forces anti-émeutes. Face à la montée des tensions, le gouvernement a interdit tout rassemblement public.

Lors d'un point presse le samedi suivant, Paul Atanga Nji, le ministre de l'administration territoriale, a dénoncé les appels à manifester comme un acte visant à « créer les conditions d'une crise sécuritaire et à mettre en œuvre un projet insurrectionnel ». Dans ce climat de répression, deux leaders politiques alliés de Tchiroma, Djeukam Tchameni (Mouvement pour la Démocratie et l'Interdépendance au Cameroun) et Anicet Ekane (Manidem), ont été arrêtés à leur domicile à Douala le 24 octobre.

La crise post-électorale camerounaise s'enlise ainsi entre contestation populaire, répression politique et incertitude institutionnelle, plongeant le pays dans une phase de grande instabilité après plus de quatre décennies d'un système jugé verrouillé.



Paul Biya réélu, l'opposition crie au scandale électoral

Ce lundi 27 octobre, le Conseil constitutionnel camerounais a proclamé la victoire du président sortant Paul Biya, qui aurait obtenu 53,66 % des suffrages, contre 35,19 % pour Issa Tchiroma Bakary. Toutefois, à peine les résultats annoncés, le climat s'est embrasé. Issa Tchiroma, toujours certain d'avoir remporté les élections, a qualifié le scrutin de « mascarade », et a déclaré à l'AFP avoir « gagné de manière indubitable », dénonçant une élection truquée et des « résultats falsifiés ».

A la suite de l'annonce du résultat, des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes, notamment à Garoua, fief de l'opposant, et à Douala, où des heurts ont opposé manifestants et forces de sécurité. Selon RFI et TV5 Monde, plusieurs personnes ont été tuées lors d'une fusillade autour de la résidence de Tchiroma à Garoua, tandis que des journalistes ont été interpellés. Sur Facebook, le candidat de l'opposition a dénoncé un « assaut contre sa résidence » et la présence de « snipers sur les toits ».

À Yaoundé, les rues sont restées silencieuses et sous haute surveillance. Les autorités ont interdit tout rassemblement public, alors que plusieurs centaines de partisans de l'opposition continuent à braver les interdictions dans certaines villes du pays.

Selon plusieurs analystes, cette nouvelle réélection de Paul Biya risque d'attiser davantage les tensions politiques et sociales. En effet, si rien ne semble désormais pouvoir remettre en cause sa victoire, la contestation populaire et les violences post-électorales font craindre une nouvelle phase d'instabilité pour le Cameroun.



ADRESSE
Boulevard du Pont-d'Arve 40, 1205 Genève

CONTACT
sdsageneve.ch

